

24.06.2022

Assemblée générale européenne - Les producteurs laitiers de toute l'Europe actifs sur le plan politique et le marché pour une production agricole équitable

(Bruxelles, le 24 juin 2022) Avec plus de 20 organisations membres réparties dans de nombreux pays européens, l'European Milk Board (EMB) représente les producteurs laitiers auprès des politiques, des transformateurs et des distributeurs. Grâce à leurs projets de Lait équitable, les membres de l'EMB participent de façon constructive au marché et obtiennent des prix équitables pour les agriculteur.rice.s.

Lors de leur Assemblée générale qui s'est tenue au mois de juin, des représentants d'organisations membres de l'EMB de toute l'Europe se sont réunis afin d'analyser ensemble les défis auxquels le secteur est confronté en raison de crises externes et internes, et de la politique agricole de l'UE. Les participants étaient d'accord sur le fait qu'aujourd'hui plus que jamais, les producteur.rice.s de lait de toute l'Europe nécessitent une bonne représentation et que l'organisation faîtière effectue un travail politique constructif et essentiel. En l'absence de celui-ci, les intérêts et les revendications des agriculteur.rice.s et des citoyens de l'UE concernant une production stable dans l'UE ne seraient pas entendus. Dans ce contexte, l'EMB regrette que les intérêts des agriculteurs ne soient pas véritablement représentés par certaines grandes associations au niveau de l'UE qui, par définition, devraient défendre les fermes et les agriculteurs.

Un sujet important: la situation économique et sociale des fermes

Comme l'a démontré l'analyse de la situation économique et sociale des fermes présentée lors de l'Assemblée générale de l'EMB, le système agricole actuel n'est pas en mesure de garantir une structure de production stable avec suffisamment de fermes robustes. Il convient donc de prendre des mesures importantes pour lesquelles les représentants d'agriculteur.rice.s de toute l'UE devraient s'engager. Dr Karin Jürgens, du Bureau d'agriculture et de sociologie agricole (BAL), a présenté l'étude sur les marges aux participants, ainsi qu'un calcul de coûts actuel allant jusqu'à l'année 2021 qui démontre une dégradation systématique des marges, des prix et des coûts des producteurs de lait ces dernières décennies. En effet, la performance économique nette I (Net Economic Margin I) qui était de 3,79 ct/kg de lait en 1989 a chuté à -4,96 ct/kg en 2019. En outre, la [situation actuelle des coûts et des prix pour l'année 2021](#) démontre, par exemple, que la part non-couverte des coûts s'élève à environ 20 pour cent pour la Belgique, l'Allemagne et le Luxembourg, à environ 30 pour cent pour la France et les Pays-Bas, et atteint même les 43 pour cent en Lituanie. Cela a des conséquences désastreuses sur le revenu des agriculteurs. Ainsi, il ne restait aux agricultrices et agriculteurs allemands que 6,10 euros de l'heure, et les collègues luxembourgeois ont travaillé pour un salaire horaire de 5,25 euros. Les agriculteur.rice.s français.es n'ont reçu que 3,09 euros. Quant aux producteurs lituaniens, leur salaire horaire de 2,33 euros ne leur a même pas permis de toucher le salaire minimum national. Concernant la moyenne des producteur.rice.s de lait danois et néerlandais, l'année 2021 s'est terminée dans le rouge. Cette analyse récente sur les coûts de l'année 2021 a été complétée par des chiffres sur l'évolution des prix du premier trimestre de l'année 2022 qui illustrent clairement que l'envolée des coûts des aliments pour bovins, des engrais et de l'énergie a tiré vers le haut les coûts de production des agriculteurs. Rien qu'en France, l'analyse de tendance indique, par exemple, que les coûts d'achat des aliments pour animaux sont passés de 10,57 centimes (moyenne pour l'année 2021) à 14,49 centimes par kilogramme de lait au mois d'avril 2022. Cela frustre les attentes selon lesquelles la hausse parallèle des prix du lait apportera les allègements économiques urgentement nécessaires.

Un cadre législatif pour un prix rémunérateur et des clauses miroir sur les produits importés

Les représentants de l'EMB ont souligné que pour parvenir à une production laitière stable, il est nécessaire de mettre en place un cadre législatif qui garantisse que les coûts de production, y compris un revenu équitable pour les producteurs, se reflètent effectivement dans les prix. Une loi adoptée en 2021 en Espagne qui impose des prix supérieurs aux coûts de production pourrait servir d'exemple pour un cadre européen. Une telle loi devrait être adoptée au niveau européen et devrait, avant tout, être efficacement mise en oeuvre.

Dans le domaine de la politique commerciale, l'assemblée a évoqué les clauses miroir sur les biens importés. Celles-ci devraient garantir que les produits importés soient en conformité avec les normes de production de l'UE et permettre ainsi d'éviter, d'une part, les distorsions de concurrence qui nuisent aux producteurs laitiers et, d'autre part, les risques accrus pour la santé des consommateurs européens.

La durabilité sociale et économique au sein des projets de Lait équitable

En tant que représentation active des intérêts des producteurs de lait opérant directement sur le marché, les [projets de Lait équitable](#), menés avec succès par des membres de l'EMB dans divers pays, constituent de véritables preuves. Ils sont la

preuve vivante que des prix équitables qui garantissent également un revenu équitable aux producteurs, sont loin d'être illusoires, bien au contraire. Cependant, de tels projets ne peuvent fonctionner que si l'accent est mis sur la durabilité sociale, ce qui n'est pas le cas dans le système politique, dans les coopératives, chez les transformateurs privés ou la grande distribution. Ces projets durables et uniques ont pour objectif de permettre une répartition équitable de la valeur tout au long de la chaîne de production, et sont un exemple à suivre d'un système qui devrait être implanté dans toute l'UE et ne pas rester un marché de niche.

Les projets de Lait équitable sont entièrement mis sur pied et gérés avec beaucoup de passion, d'énergie et de travail par les agriculteurs et, à côté du travail politique qu'effectuent les membres de l'EMB, constituent un pilier important pour la représentation des intérêts des producteurs et productrices de lait dans l'UE. Ce travail de représentation axé sur la durabilité sociale et économique des fermes – les participants à l'assemblée générale étaient unanimes – est mené par les agriculteurs et agricultrices de l'EMB avec un grand élan. Ils invitent tous les acteurs du système agricole – qu'il s'agisse d'associations, de représentants politiques, de distributeurs ou de transformateurs – à prendre part à ce travail pour promouvoir un système de production européen équitable et stable.

Contacts :

Sieta van Keimpema – présidente de l'EMB (NL, EN, DE) : +31 (0)612 16 80 00

Kjartan Poulsen – vice-président de l'EMB (EN, DK, DE) : +45 (0)212 888 99

Vanessa Langer – contact presse de l'EMB (FR, EN, DE) : +32 (0)484 53 35 12

[<<< back](#)